



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

JEUDI 27 MAI 1937
2^e ANNEE - N° 46. - LE NUMERO : 50 CENTIMES.

15, passage Duboué, Paris	
ABONNEMENTS	
France, 1 an	22 fr.
— 6 mois	11 fr.
Etranger, 1 an	40 fr.
— 6 mois	20 fr.
Compte Chèque Postal	
Bardin Alfred	
N° 1907-81, Paris	

La Lutte Ouvrière



A nos amis :
PAS DE TRÊVE
pour le soutien de
la Lutte Ouvrière
(Lisez l'appel pressant que nous
vous adressons en page 4)

★
Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste
(Bolchévick-Léniniste) - Section Française de la 4^e Internationale

Contre Doriot et le Front de la "Liberté" Milices Ouvrières !

A Saint-Denis, Doriot fait matraquer les ouvriers

Pour vaincre le fascisme, mobilisation
des masses dans les Comités
ouvriers, paysans, soldats

Samedi 22 mai, sous le couvert de congrès national des Jeunesses du P. P. F. pour le front de la liberté, Doriot donne l'exemple de ses méthodes fascistes en faisant assommer les ouvriers.

Depuis le matin, la ville de Saint-Denis était en effervescence sous l'arrivée sans cesse de bandes doriotistes et de leurs défilés provocateurs, narguant la population du salut fasciste. N'ayant pu trouver l'appât ouvrier qu'ils se juraient d'attaquer, Doriot, « le laquais nazi » se chargeait lui-même d'en prendre l'initiative; reconnaissant un adversaire politique, il le poursuivait jusque dans un café pour le rouer de coups, à la grande joie de ses admirateurs.

Sous la colère de la population accourue, le courage le débordant, il préféra se réfugier dans la mairie sous la protection de la police et de cette belle garde mobile... Ce qui n'empêcha pas de se poursuivre de violentes bagarres où les bandes militarisées de cet énergumène démontrèrent nettement leur préparation pour les combats de rue. Mais n'ayant pu abreuver leur désir de

sang, ils ne s'en tinrent pas là; à la manière de véritables gangsters, ils entraînèrent dans la mairie les camarades ayant eu le courage de se rendre sur le parvis de cet édifice pour leur cracher leur dégoût.

Tout comme la Gestapo, à 23 heures, après deux heures de séquestration, l'ex-doriotiste Merlier, devenu dangereux par les révélations qu'il pouvait faire : « capitaux de provenance fasciste, objectif du P. P. F. », durent décider de le supprimer car on le vit tomber d'une fenêtre du deuxième étage. Quoiqu'ils s'en défendent, la foule jugeait les bourreaux les bras levés, venant d'exécuter leur proie.

N'oublions pas de signaler que sous un gouvernement qui se revendique de la classe ouvrière, on jugea prudent pour permettre d'évacuer les lieux, d'accorder une garde du corps de cinquante hommes pour escorter cet apprenti dictateur, alors que le parti communiste distribua un tract suppliant les ouvriers de rentrer chez eux et de conserver le calme absolu.

Ouvriers, tirons la conclusion de cet événement : Veut-on voir un Franco en France ? Hier Clichy ! Aujourd'hui Saint-Denis ! Demain ?

Il est vraiment pénible de constater que les partis ouvriers n'aient pris l'initiative d'organiser une contre-manifestation.

Notre cellule du P. O. I. et des J. S. R. dès le début de la bagarre, était avec les ouvriers contre les bandes à Doriot. Une distribution de nos journaux fut faite et fut très bien accueillie. Dimanche matin, aux alentours de la mairie et dans la rue de Paris, une ample diffusion de notre littérature fut faite, engageant les ouvriers à lutter par l'action directe contre les bandes fascistes du maire de Saint-Denis.

Une fois de plus, nous, parti révolutionnaire, nous vous crions bien haut : Prolétaires, tous unis derrière un drapeau sans tache pour la dissolution effective des bandes fascistes par les milices ouvrières armées, pour un gouvernement ouvrier-paysan.

La Cellule de Saint-Denis
du P. O. I.

Exemples à suivre

Pour aider notre journal des sympathisants versent à notre souscription :

De l'Aube, un camarade nous adresse 100 francs.
Le camarade Bréhat : 100 fr.
Le camarade Méry : 100 fr.
Un jeune soldat du 27, sur son prêt nous envoie 2 frs pour la seconde fois.

Notre souscription atteint la somme de :

9.455 fr. 80 !

Lire la suite en page 4

Vive la Commune !

Ton histoire, Bourgeoisie,
Est écrite sur ce mur.
Ce n'est pas un texte obscur...
Ta férocité hypocrite
Est écrite sur ce mur !

Le voici, ce mur de Charonne,
Ce charnier des vaincus de Mai;
Tous les ans, Paris désarmé
Y vient déposer sa couronne.
Là, les travailleurs dépouillés
Peuvent énumérer tes crimes,
Devant le trou des anonymes,
Devant le champ des fusillés !

Par Thiers et sa hideuse clique
Ce vieux mur fut tigré de sang.
Le massacre, en Péclaboussant,
En fin de page historique.
Tu ranges devant ce coin noir
Où rejailissent les cervelles.
Un rideau de tombes nouvelles;
Crois-tu masquer ton abattoir ?

Drapés dans leur linceul de marbre,
Tes sépulcres, fleuris d'orgueil,
Insultent nos haillons de deuil,
Sur ce sol sans herbe et sans arbre !
Formant un contraste moqueur,
Blanche, de perles scintillées,
Tes tombes sont là, maquillées;
La mort y fait la bouche en cœur !

Eh quoi ! n'es-tu pas assouvi,
Toi qui lampas leur sang vermeil !
Aux morts tu volas le soleil
Tout comme s'ils étaient en vie !
Toi qui bâtis sur nos douleurs
Tes palais et ta grandeur fausse,
Vas-tu jalouser à leur fosse,
Un peu de lumière et de fleurs.

Parmi la classe travailleuse
Combien : femmes, enfants, vieillards
Livré à des patrons pillards.
Qui regrettent la mitrailleuse ?
Lequel, vaut mieux : courber le dos
Dans l'esclavage où l'on s'agitte
Sans dignité, sans pain, sans gîte,
Où reposer ici ses os ?...

Mais l'indignation s'élève,
Le peuple n'est plus aveuglé.
Il sait qu'au pied du mur voilé
Tu voudras enterrer la grève.
Un frisson nous court sur la peau,
La foule qui sent sa détresse
Bientôt, Commune vengesse
Prendra ton linceul pour drapeau !

Ton histoire, Bourgeoisie,
Est écrite sur ce mur.
Ce n'est pas un texte obscur...
Ta férocité hypocrite
Est écrite sur ce mur !
Paris, mai 1886.

Eugène POTTIER.

Tous au Mur le Dimanche 6 Juin

Le Parti Ouvrier Internationaliste et les J.S.R. avaient manifesté la volonté de célébrer la grandiose insurrection des communards côte à côte avec les ouvriers socialistes et communistes, malgré l'orientation de trahison et de fraternisation avec « les Versaillais » qu'entendait donner à cette manifestation les directions du Parti Socialiste et Communiste. En effet, la tâche du seul parti qui soit fidèle aux conceptions de la révolution socialiste des communards, de la lutte pour briser l'Etat de la Démocratie bourgeoise et lui substituer l'Etat des Comités, est bien le Parti Ouvrier Internationaliste. C'est pourquoi il désire par ses mots d'ordre donner à la manifestation de masse son véritable sens révolutionnaire, côte à côte avec les ouvriers, trahis et troupés.

Mais la bureaucratie du Parti Staliniste et du Parti Socialiste n'ont point voulu en réponse à nos questions précises, nous donner la garantie que cette année comme l'an dernier ils ne transformeraient pas la soldisant commémoration des communards en program contre les révolutionnaires. Par là même et pour éviter toute provocation, la Région Parisienne de notre parti a été conduite à décider une manifestation séparée le 6 Juin à 15 heures (rassemblement à la Porte centrale du Père-Lachaise). Ainsi la Région Parisienne de notre Parti a eu le souci avant tout d'éviter le nouveau choc sanglant entre les ouvriers révolutionnaires d'une part et les ouvriers du Parti Staliniste et du Parti Socialiste d'autre part.

Mais le 30 mai, cependant, les militants révolutionnaires propageront par leurs tracts, affiches et par leur journal la seule politique qui résume les leçons de l'insurrection des communards et qui permette la victoire des ouvriers dans la situation présente :

1. Solidarité complète avec les héros combattants révolutionnaires de Catalogne et d'Espagne abominablement calomniés et réprimés par la coalition des démocrates et des stalinistes. A Bas le Blocus contre la Révolution Espagnole. A bas la Médiation !
 2. A bas les Préparatifs de guerre de l'Impérialisme Français. A bas le budget de guerre et les Deux ans. A bas le drapeau tricolore des Versaillais ! A bas la politique de « l'Union de la Nation Française » Union sacrée de 37 !
 3. A bas le Fascisme assassin. Pour corriger et débarrasser le peuple travailleur des bandes fascistes : MILICE OUVRIÈRE ET PAYSANNE.
 4. Vive l'occupation de masse des usines, des chantiers, des bureaux, des fermes qui a donné en Juin 36 les contrats collectifs, les 40 Heures, les Congés payés ! A bas la contre-offensive patronale et la politique de conciliation et d'arbitrage obligatoire qui signifient le vol de ces conquêtes ! Mobilisation des ouvriers et des PAYSANS DANS LES COMITÉS D'USINE, DE QUARTIER, DE VILLAGE CONTRE LA VIE CHÈRE ET POUR LE CONTRÔLE OUVRIER ET PAYSAN SUR LA PRODUCTION.
 5. A BAS LES CHEFS RADICAUX, AGENTS DES DEUX CENTES FAMILLES ! VIVE LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN, EXPRESSION DES COMITÉS OUVRIERS, PAYSANS, SOLDATS, REALISANT LA VÉRITABLE ALLIANCE DE LUTTE AVEC LES CLASSES MOYENNES.
- VIVE LA COMMUNE DE PARIS ! VIVE LA COMMUNE DE L'OCTOBRE RUSSE ! VIVE LA COMMUNE DES ASTURIENS ! VIVE LA REVOLUTION ESPAGNOLE ! VIVE LA REVOLUTION FRANÇAISE ! VIVE LA COMMUNE MONDIALE !

Retenez votre soirée du 18 Juin

GRANDE SOIREE

CINÉMATOGRAPHIQUE

pour l'anniversaire de LA LUTTE OUVRIERE

OUVRIERS DE FRANCE... les responsables du massacre des ouvriers catalans révolutionnaires

UN MILITANT DE LA CNT ACCUSE

Nous avons reçu un rapport d'un camarade anarchiste espagnol, membre de la C.N.T. et occupant un poste responsable dans cette organisation. Ce camarade a vécu les journées de Mai en Catalogne. Nous ne pouvons donner étant donné le manque de place que les extraits principaux de cet intéressant rapport, ainsi qu'on le verra, le camarade de la C.N.T. reste entièrement fidèle aux conceptions de son organisation et même de ses dirigeants. On connaît sur ce plan des divergences profondes que nous avons exprimées à chaque reprise en toute clarté. Nous les renouvelerons inlassablement.

Mais l'intérêt du rapport est ailleurs : il s'agit d'un homme de la C.N.T., d'un ouvrier révolutionnaire qui a vécu les événements sanglants et qui accuse.

Il accuse les républicains bourgeois et en particulier « l'Etat Catala », d'avoir organisé la main dans la main avec le parti stalinien "P.S.U.C.", le

complot pour massacrer le prolétariat révolutionnaire Catalan qui a pour tant débarrassé en trois jours le pays du fascisme, malgré les crimes des Compagnys, Comorera et Cie (« Front Populaire »).

Il accuse les hommes de l'Impérialisme français et anglais, il accuse le Comintern d'avoir tramé les fils du complot à Paris, à Londres et à Moscou.

Par un militant qui a vu, se trouvent confirmés et précisés les accusations que nous avons portées dès les premiers jours.

Et en même temps quelle précieuse leçon est incluse dans l'analyse que fait ce militant anarchiste de la politique perdue par laquelle les démocrates et leurs agents les Stalinistes, les réformistes (et aussi les ministres anarchistes qui servirent d'otages) préparèrent dans le dos des ouvriers au sein même du Front populaire les voies à la contre-révolution. Par là même se trouve confirmée la politi-

que incessante de la IV^e Internationale qui consiste précisément à dresser les ouvriers contre les chefs radicaux ou républicains et leurs laquais.

Vive le front unique prolétarien, avec le C.N.T. et la F.A.I. et le P. O.U.M. Vive la révolution espagnole !

LES RESPONSABLES

La provocation est partie des éléments contre-révolutionnaires lesquels, à partir du moment même que la Révolution s'est déclenchée en Catalogne, ont fait tout leur possible et ont préparé constamment une vaste offensive contre la C.N.T. et la F.A.I. et contre tout ce qui représente l'esprit révolutionnaire et libéral des travailleurs de la Catalogne.

L'origine de ce mouvement se trouve précisément dans une partie des secteurs politiques constituant les forces antifascistes, laquelle s'est formée en Catalogne suivant un procédé anormal car notre terre n'est pas appro-

prisée à la naissance rapide des partis. Ces secteurs sont constitués par le Parti Communiste et par son appendice le Parti Socialiste Unifié de Catalogne. Il faut avouer en même temps qu'une partie du secteur catalaniste, c'est-à-dire, le secteur constitué par les séparatistes enrégimés, a été un facteur essentiel pour le développement de ce mouvement, au moyen d'une série de provocations et en faisant usage des mêmes procédés et des mêmes systèmes qui furent employés dans les époques du général Arlegui et du général Martinez Anido.

La provocation, l'argent à leur service, les attentats personnels, la séquestration, l'assassinat en masse et enfin tout ce qui nous fait rappeler les temps ignominieux que nous croyions disparus pour toujours le 19 juillet et absolument écartés de l'histoire sociale de la Catalogne, ont été mis à contribution au profit de leurs plans.

Lire la suite page 2

Tous au Mur des Fédérés !

le 6 Juin, avec la Quatrième Internationale

Comment la 3^e Internationale aux ordres de l'impérialisme franco-anglais et des démocrates de France et d'Espagne a préparé la répression des militants du POUM, de la CNT, de la FAI

Un militant de la C.N.T. accuse

Suite de la page 1

A partir du 19 Juillet, les affiliés de la C.N.T. et de la F.A.I. et les dirigeants responsables de ces deux organisations ont tenté par tous les moyens possibles d'établir un plan de concorde avec tous les autres secteurs antifascistes, ayant pour but de gagner la guerre et de poursuivre la Révolution. A cet effet, ces deux organisations sont arrivés au maximum de concessions au profit de cette harmonie. Mais des manœuvres mystérieuses et de coups de main magnifiquement préparés ont empêché l'efficacité de cette concorde. C'est ainsi, donc, que nous nous sommes rendus compte qu'à l'arrière-garde on faisait une ferme opposition à tout ce qui avait un sens progressif révolutionnaire tant dans l'ordre de la production que dans l'ordre de la consommation, en même temps que nous avons été spectateurs d'une série d'attentats personnels, de séquestrations de personnes occupant des postes syndicaux et politiques.

Déroulement des événements

Le déroulement des événements est...

Le complot surpris au téléphone

A la suite des faits de Puigcerdà et de Bellver, dans lesquels cinq camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. ont été tués, quelques conférences téléphoniques eurent lieu entre certaines personnalités dont nous donnerons un jour les noms à la publicité, du Parti Socialiste Unifié de Catalogne, de « Estat Català » et un militaire très connu et très populaire dans les milieux catalans. Ces conférences avaient lieu entre deux centres officiels et on disait, selon copie sténographique, ce qui suit :

— Comment ça va ?
— Très bien. Nous avons déjà fini avec cinq éléments de la C.N.T. et de la F.A.I. Dans un très bref délai de temps nous en aurons terminé avec eux. Nous ferons une salade pire que celle de la nuit de la saint Barthélémy.

— Comment ça se fait ?
— C'est très simple. C'est le plus intéressant. De nous être nous nous préparons aussi, à faire une chose semblable par les terres de l'Aragon.

Cette conversation est synthétique et n'admet pas de commentaires; elle se commente toute seule.

On produit tout de suite l'attentat contre le camarade Roldan. Nous avons été les premiers de nous plaindre de ce fait indigne. Toute la presse de la C.N.T. a protesté énergiquement de cet incident.

Par suite de cet attentat, M. Comorera, du Parti Socialiste Unifié de Catalogne, déclenche une violente répression contre la C.N.T. et la F.A.I. du bas Llobregat. Les emprisonnements sont à l'ordre du jour. On prétend instruire des procès contre beaucoup de nos camarades, lesquels sont responsables, selon Comorera, du fait.

Quand on commence à rétablir la vérité, comme il ne peut pas procéder, suivant les procédés légaux, il s'agit alors, sans se baser sur aucun décret, d'accuser quelques-uns de nos camarades du « gros » délit d'être conseillers à la Défense de certains villages du bas Llobregat. Il faut avouer qu'ils ont été nommés officiellement par le gouvernement de la Généralité. Ces procédés, comme il est naturel, produisent de l'indignation entre la population du bas Llobregat, laquelle est strictement confédérale.

La suite, on déroule un vaste plan de provocations partielles. Comme ils se rendent compte que ces provocations ne sont pas acceptées dans le terrain de la violence par les camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. ni par les camarades de la U.G.T., lesquels, dans la plupart des villages restent écartés du P.S.U.C. et collaborent harmoniquement avec les travailleurs de la C.N.T., la deuxième partie du plan machiavélique commence. C'est alors qu'on procède d'une façon arbitraire à l'assaut de l'édifice de la Téléphonique, c'est-à-dire sans un ordre précis et sans le consentement du gouvernement de la Généralité. Cet édifice était sous le contrôle de l'U.G.T. et de la C.N.T. avec l'intervention d'un délégué direct du gouvernement de la Généralité.

Le Comité Régional de la C.N.T. et le gouvernement de la Généralité ont des pourparlers à propos de l'incident qui vient de surgir. Le néfaste Aguadé donne sa parole d'honneur qu'il fera retirer les forces de la Téléphonique. Mais, contrairement à ses promesses, il augmente les effectifs afin que le choc soit inévitable.

Dans le parours des quatre jours du mouvement, on démontre clairement et d'une façon qui ne laisse aucun doute, que l'offensive et la provocation ont pour unique but d'opposer la force publique à la C.N.T. et la F.A.I. On attend ainsi la destruction et à la disparition absolue de ces deux organisations, leur destruction sauvage et brutale.

Pour gagner la volonté de la force publique, on a eu recours à des procédés immoraux. Comorera, alors qu'il était conseiller d'approvisionnement, spécula avec les aliments destinés au peuple et il eut grand soin d'en

basé sur tout ce que nous venons de signaler. Après un nombre très considérable d'agressions et de provocations dans toute la Catalogne contre les éléments de la C.N.T. et de la F.A.I. et aussi contre certains éléments communistes fidèles interprètes du véritable marxisme, les véritables hommes de paille du mouvement avec des racines à Paris et dans les autres lieux de l'Europe, ont été M. Artemio Aguadé et M. Rodriguez Salas. Il faut en même temps remarquer que M. Aguadé, conseiller de Sécurité intérieure, alors que dans certains lieux de la Catalogne dont le nom n'a aucune importance, il y avait des petits incidents entre travailleurs d'idéologie différente ou bien entre eux et la force publique, au lieu d'avoir recours à des procédés cordiaux et harmoniques pour arriver à la solution de ces petits conflits sans aucune importance, il employait la vieille tactique de tous les hommes néfastes qui consistait à les résoudre de vive force et à affronter les affiliés des organisations C.N.T. et U.G.T. En un mot, il envoyait des hommes de paille secondaires lesquels obéissaient à ses plans et aussi aux ordres du Parti Socialiste Unifié de Catalogne et de quelques éléments étourdis du parti « Estat Català ».

faire bénéficier la force publique. Ainsi il aura la sûreté que celle-ci lui sera fidèle et que toute la force publique, gardes d'assaut, de sécurité et une fraction minime de la garde civile seront satisfaits.

Nous avons des preuves définitives de tout ce que nous venons de signaler, ainsi que de la barbare répression qu'on a exercé contre nos camarades. On a employé des procédés vils et canailles, depuis la balle explosive jusqu'au martyre physique. Berneri, le philosophe de l'antifascisme italien, a été fusillé par les éléments du P.S.U.C. et par les gardes d'assaut. Il a été accusé de contre-révolutionnaire !

La C.N.T. n'accepte pas la lutte

Mais les faits, n'ont pas la suite à laquelle ils s'attendaient. La C.N.T. n'accepte pas la lutte et elle reste dans un plan tout à fait défensif. Tous les affiliés de la C.N.T. et de la F.A.I. font des efforts considérables pour éviter le déclenchement de la lutte. Quand celle-ci est engagée et que leurs efforts ont été inutiles, ils cherchent d'amortir la lutte et se bornent uniquement à faire une lutte défensive de leurs personnes et de leurs locaux.

Le déroulement de la lutte, nous démontré irréfutablement comment la provocation était merveilleusement préparée et comment, par les procédés néfastes, les ramifications étaient devenues d'une étendue extraordinaire. Des postes de radio de la C.N.T. et de la F.A.I. on recommandait du calme aux travailleurs de toutes les tendances et on les invitait à cesser la lutte. Une commission du Comité National de la C.N.T. et une commission exécutive de l'U.G.T., de Valence, se rendent à Barcelone pour intervenir avec toute leur force et avec toute leur volonté à l'apaisement des esprits et pour réduire la lutte puisqu'on n'a pu l'éviter. Et c'est alors que de certains locaux du Parti Socialiste Unifié de Catalogne on se livre impunément des fusillades contre les éléments très connus de la C.N.T. et de la F.A.I. C'est alors qu'on met en prison tous ceux qui se promenant tranquillement par les rues de Barcelone, possèdent le carnet syndical de la C.N.T. C'est alors qu'on fusille beaucoup de nos camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. C'est alors que les prisons clandestines sont créées. C'est alors que naît la tcheka contrôlée et commandée par des éléments russes, lesquels ont à leur charge les interrogatoires des nombreux prisonniers qu'ils ont fait.

Et nous ne donnons pas plus de détails parce que nous croyons que tous ceux que nous venons de signaler sont suffisants pour faire comprendre les origines et le but de la provocation.

Les provocations se succèdent...

Malgré tous ces « bons » propos et malgré l'échec qui se produit par suite de la magnifique défense du peuple de Barcelone, les provocations se succèdent. Les comités responsables de la C.N.T. et de la U.G.T., qui se sont réunis, proclament, après une longue conversation, qu'ils sont tout à fait d'accord et qu'il faut terminer la lutte fratricide. Les secrétaires respectifs signent cet accord et disposent le retour au travail. Barcelone reste tranquille et tout le monde est satisfait parce que le terrible cauchemar que la population a vécu pendant trois jours est fini. Et c'est alors, la matinée du jeudi, quand tous les travailleurs obéissant aux ordres des deux syndicats rentrent de nouveau au travail, que les gardes d'assaut et les éléments du Parti Socialiste Unifié de Catalogne, compromis dans le mouvement et comme véritables hom-

mes de paille d'Aguadé et de Rodriguez Salas, commencent à mettre en prison les éléments de la C.N.T., à rompre ses carnets syndicaux et à leur enlever l'arme. C'est dans ce moment-là que les emprisonnements augmentent et que partiellement les faits se reproduisent. Mais la consigne de calme lancée par la C.N.T. et la F.A.I. a amorti jusqu'à une certaine limite cette nouvelle lutte. Voici donc, un nouveau détail de la provocation.

L'histoire parlera pour nous à son temps et établira la vérité. Tout le monde connaîtra alors l'intervention que dans cette malheureuse affaire ont eu certaines personnalités qui occupent maintenant des postes gouvernementaux très élevés. Quand leurs noms seront connus, la surprise sera extraordinaire.

Les objectifs qu'on a poursuivis, donc, sont très clairs. La C.N.T. et la F.A.I. ont été toujours ennemis des reculs dans le sens révolutionnaire. Il fallait donc agir rapidement contre ces organisations pour arriver à leur destruction complète et à leur disparition absolue. C'est ainsi que les contre-révolutionnaires auraient le champ libre d'ennemis.

Une campagne de presse a eu aussi lieu. Nous comprendrions une campagne d'infamies de la presse réactionnaire et fasciste. Mais nous regrettons que ce soit la presse intitulée de gauche qui nous ait accusé le plus perfidement. Cette campagne a produit comme conséquence que dès les centres officiels on ait dit que les anarchistes donnaient le bras aux fascistes et qu'ils étaient appuyés par ces derniers dans les locaux où quelques drapeaux anarchistes surgirent.

L'indignation est grande

Tous ceux qui ont vécu les malheureux événements de Barcelone sont indignés. Il est inroyable comment les fascistes dissimulés qui n'ont pas pu prendre du monde entier pour lancer vainement en Espagne, profitent de la des infamies et pour nous placer dans une situation politique internationale très difficile. Pour tous ceux qui se trouvaient réfugiés à Paris et dans les autres lieux du monde, la chose marchait à merveille. Le triomphe du fascisme en Espagne par le procédé de la provocation annulait les organismes qui constituaient la garantie fidèle pour gagner la lutte antifasciste. Ils étaient très satisfaits et très content, parce qu'avec cette méthode la non-intervention était injustifiée et, par conséquent, la véritable révolution serait étouffée.

Ce qui est malheureux c'est que parmi ces éléments il y en a un certain nombre, dont nous ne disons pas les noms, lesquels ont souvent proclamé qu'ils étaient antifascistes enragés et la plupart desquels avaient occupé des postes très importants dans les antérieurs gouvernements de la Généralité de Catalogne et aussi dans la politique espagnole en général, avec des appointements très élevés au nom de l'antifascisme. Mais nous les connaissons et nous savons à quoi nous en tenir. Et nous devons affirmer que la question des drapeaux monarchiques et toutes les autres infamies qui nous ont été attribuées, ont sorti de toutes ces personnalités, ont été tout à fait naturel. Ils ne peuvent faire autrement. Ils sont des parfaits contre-révolutionnaires, pauvres d'esprit, peureux. En définitive, nous pourrions les qualifier de fascistes cent pour cent, de bourgeois et de personnes funestes et malsaines. Alors que la lutte était plus acharnée et que la douleur des hommes de la C.N.T. et de la F.A.I. était plus intense comme suite des événements, les télégrammes qu'on a fait suivre ont contribué au développement de cette campagne d'infamies dans l'étranger. Mais les faits ont suffisamment démontré qu'il n'y avait pas d'usurpation de pouvoirs, qu'il n'y avait pas de mouvements révolutionnaires mais, tout le contraire, il y avait seulement une provocation très bien préparée, un coup d'Etat parfaitement organisé pour écraser l'antifascisme espagnol, perdre la guerre et étouffer la Révolution.

Nous rétablirons les faits

Tel était le plan machiavélique qui a été l'origine des faits sanglants de Barcelone, que les hommes de la C.N.T. et de la F.A.I. ont été les premiers à déplorer. Nous devons déclarer en outre que nous ferons de notre mieux pour démasquer les traîtres et bien situer les choses. Nous répétons, aussi, qu'il ne faut pas jouer avec la C.N.T. et la F.A.I. parce que ces deux organisations constituent un facteur déterminant qui s'est conduit en tout moment très exemplairement et avec noblesse et loyauté, dans le cours de la lutte contre le fascisme et que, par conséquent, leurs hommes agissent avec la même exemplarité si on les provoque et on tâche de les détruire comme les bêtes féroces. Ils comptent avec la sympathie de toutes les masses des travailleurs de la Catalogne, lesquels ont toujours suivi au pied de la lettre leurs consignes et leurs conseils quand on leur a recommandé de finir avec la lutte fratricide et quand on a recommandé aussi de chasser de tous les partis politiques les hommes néfastes qui désirent empêcher l'unité des deux syndicats C.N.T. et U.G.T.

★ A bas la médiation ★

La politique du front populaire consiste à faire des phrases précieuses pour mieux dissimuler les manœuvres perfides des chefs contre les révolutionnaires. A l'heure actuelle, pour mieux préparer le compromis avec les fascistes sur le dos des ouvriers, les démocrates, les stalinistes, les réformistes commencent par se proclamer contre la médiation. Ensuite ils insistent sur la nécessité de rappeler les volontaires en général, c'est-à-dire en particulier les volontaires ouvriers.

Telle est la manœuvre qui est esquissée dans l'appel de la direction des syndicats de la Seine adressé à la Société des Nations, suprême espoir et suprême pensée de l'Internationale communiste.

Mais les hommes directs de la bourgeoisie ne sont pas tenus à la même prudence. C'est ainsi qu'un article du Temps du 22 mai consacré au problème espagnol nous révèle les dessous de la manœuvre.

Il nous explique que le retrait des volontaires est envisagé de la part des partisans de la médiation comme une première étape.

Après avoir reconnu la nécessité

de « l'habileté » pour imposer le compromis, le Temps explique :

« Il ne s'agit pas d'autre chose que de réaliser pratiquement le projet de retrait des volontaires étrangers tel que le Comité de Londres l'envisage en principe. Pour que ce retrait soit possible, il faudrait évidemment obtenir un arrêt provisoire des opérations sur certains points du front occupés par des effectifs étrangers. Il y a là une question d'ordre purement technique que le gouvernement britannique s'efforce d'éclaircir en procédant à des sondages auprès des différents membres du Comité de Londres à simple titre d'information.

Ce n'est que lorsque toutes les puissances intéressées auront fait connaître leur disposition au sujet du rappel des ressortissants des différentes nations qui combattent en Espagne, qu'une initiative dans ce sens pourrait être prise utilement, que la sous-commission du Comité de non-intervention pourrait être saisie et que le contact pourrait être pris à cet effet avec Valence et Burgos ».

Dans le même temps, l'organe des

licitations au gouvernement Négrin-Prieto de Valence. Il montre le véritable caractère de ce gouvernement et ses buts : imposer habilement la médiation, et tout d'abord écraser les extrémistes de gauche.

La tâche la plus essentielle est aujourd'hui de démasquer le complot anti-ouvrier des démocrates de Valence, de Paris et de Londres avec à leur avant-garde l'Internationale communiste et l'Etat de Staline.

Ces gens-là qui avaient justifié toute leur trahison par les nécessités de l'anti-fascisme nous montrent aujourd'hui qu'ils sont prêts à l'occasion à s'entendre avec les fascistes pour mieux conserver intacts les privilèges du capital financier. Sans nul doute cette entente qui signifie de part et d'autre un compromis dans le stade du statu quo républicain capitaliste n'est pas encore mûre mais toute la diplomatie perfide de Blum-Eden-Staline et de leur laquais le gouvernement de Valence y concourent.

La condition de la réalisation de ce compromis, c'est l'écrasement de la révolution. C'est pourquoi en vue de la répression anti-ouvrière les impérialismes de Londres et de Paris ainsi que la bureaucratie stalinienne (qui n'aurait plus) seraient disposés à donner quelques armes.

Dans ces conditions, l'avantage doit agir pour dénoncer impitoyablement :

1° Sous prétexte d'appel à la Société des Nations et de retrait des volontaires on prépare la médiation. A bas la médiation.

2° Pour trahir les combattants, on fusille et on traque les révolutionnaires en les qualifiant d'agents de Hiller et de Franco. Dénonçons partout le complot contre-révolutionnaire des démocrates et du stalinisme.

3° Il y a des armes pour réprimer férocement les ouvriers qui veulent conserver les conquêtes de juillet, mais il n'y a pas d'armes, en particulier sur le front d'Aragon, pour entreprendre l'offensive. Brisons le blocus criminel contre les ouvriers.

Camillo Berneri a été assassiné par les Staliniens

Parmi les victimes choisies par les Staliniens au cours du putsch stalinien-bourgeois du 3-4 mai, de Barcelone, il y eut aussi le leader des anarchistes italiens : Camillo Berneri.

La technique appliquée pour cette crapuleuse suppression, préméditée et préparée sans doute depuis longtemps, en indique de façon certaine les exécutants directs. C'est la même technique utilisée par des centaines de militants révolutionnaires, et plus particulièrement pour supprimer le camarade Berrutti et ses compagnons au cours des massacres de Turin en décembre 1922. Une bande de malfaiteurs se présente chez le militant, l'enlève, et puis on découvre le cadavre de la victime quelque part, le ventre et la tête criblés de balles.

Avec Berneri a été enlevé et exécuté aussi l'autre camarade anarchiste italien Barbieri. D'autre part, il paraît que le jeune anarchiste Buonini qui, il y a quelques années, tua à Paris le fasciste Buonservigi, aurait « disparu » ; c'est-à-dire qu'il a été probablement massacré comme les autres, et qu'on a « reconnu » le cadavre. De son côté, le journal du P.O.U.M., « La Batalla » nous a appris que d'autres camarades italiens, appartenant à la colonne internationale, ont été tués dans les journées du « putsch ». Mais nous ne connaissons pas encore les noms de ces camarades, ni dans quelles conditions ils sont tombés.

Camillo Berneri n'était pas des notres. Mais le but pour lequel il est tombé et les conditions concrètes dans lesquelles il a trouvé la mort le rangent définitivement parmi les plus grands martyrs du prolétariat. Il est tombé aux côtés des ouvriers de Barcelone en lutte ouverte contre la contre-révolution bourgeoise dont la pointe de combat est constituée, dans l'Espagne républicaine, par les Staliniens. C'est pourquoi, nous avons pleinement le droit d'incliner notre drapeau. Par contre, nous nions ce

droit aux crocodilles tels, par exemple, que ceux de « Justice et Liberté », des dirigeants du Parti Socialiste et du Parti maximaliste - Bureau de Londres - qui dans le camp italien versent des larmes hypocrites sur la tombe de Berneri. En ce qui concerne ceux de « Justice et Liberté » et du Parti Socialiste, nous rappellerons à ces messieurs qu'ils ont, dès le premier moment, défendu et soutenu la politique et les forces qui, en Espagne et hors d'Espagne, ont travaillé et travaillé à l'écrasement de la révolution espagnole et à la destruction physique des militants révolutionnaires tels que Berneri et ses compagnons. Vous pleurnichez, messieurs, sur le cadavre de Berneri, mais vous marchez la main dans la main avec ses assassins.

Et c'est justement vos journaux qui pendant le putsch de vos alliés espagnols, affirmaient qu'il fallait en finir avec « le désordre anarchiste », et qui réclamaient la mise à mort des « saboteurs », c'est-à-dire surtout des « amis de Durruti », dont Berneri. Nous révérons aussi que ces messieurs, qui se prétendent démocrates, parlent de l'assassinat mais ont peur de dire qui sont les assassins. Ils ne veulent pas dénoncer leurs frères !

Pour ce qui a égard aux dirigeants maximalistes (et aussi de certains anarchistes) nous rappellerons seulement ce qu'ils ont fait et par leur sectarisme réel vis-à-vis des « trotskystes », si, malgré nos propositions répétées, aucune campagne a été menée au sein de l'émigration italienne contre la politique bourgeoise et social-stalinienne en Espagne, et par là ils ont laissé la voie large ouverte aux assassins des staliniens.

Car les assassins de Berneri, on ne doit pas les chercher très loin : le silence absolu que le « Grido del Popolo » organ des staliniens italiens, garde à ce sujet est déjà un très significatif aveu.

ARGUS.

Un ministre anarchiste révèle comment les stalinistes, les démocrates et les réformistes ont préparé leur crime

Dans une circulaire à ses membres reproduite par « Treball » et ensuite par « La Batalla », le P.O.U.M. donne des détails sur un rapport fait par Federica Montseny, au nom du Comité National de la C.N.T., devant le Plénum des Comités locaux et régionaux le 15 mai à Barcelone, sur la crise gouvernementale de Valence.

Voici les détails rapportés par cette circulaire, et qui n'ont pas été démentis.

« Le 15 mai, le Conseil des Ministres se réunit. Urjbe, du Parti Communiste, posa crûment, brutalement pour mieux dire, la question du P. O. U. M. et des faits survenus à Barcelone. Au nom du P.C., il demanda la dissolution du P.O.U.M., la reprise de ses locaux, radios, ateliers, presse, biens, etc., et l'emprisonnement des Comités centraux et régionaux et locaux qui avaient soutenu le mouvement.

« Garcia Oliver prit la parole pour répondre, dans un discours de ton sentimental. Il termina en disant que en définitive, le mouvement avait en-

registré que la classe ouvrière continuait à être la seule garante de sûreté qu'avait la République.

« Ensuite, Federica Montseny intervint, et se basant sur un volumineux dossier, démontra avec des documents qu'il existe aujourd'hui une provocation qui se prépare depuis quelque temps ici et à l'étranger. Elle dit que la dernière réunion des éléments qui voulaient de la Révolution est lieu à Bruxelles entre Lluhi et Valles, Gassol, un basque, Comorera et Quinones de León (sic). Dans cette réunion, on s'accorda à préparer l'intervention de ceux qui se disent les « puissances amies » grâce à un débarquement en Catalogne et l'écrasement des organisations révolutionnaires.

« Largo Caballero intervint en disant que lui, avant tout, était un ouvrier honnête, et qu'il appartenait à une organisation honnête. Il insista beaucoup sur le mot « honnête ». Il dit que d'aucune façon il ne présiderait à une répression contre d'autres organisations ouvrières. Et qu'il était

nécessaire d'abandonner la théorie selon laquelle il y avait eu en Catalogne un mouvement contre le Gouvernement et encore moins un mouvement contre-révolutionnaire.

« Les délégués du Parti Communiste insistèrent sur leur première intervention.

« Alors Federica Montseny fit chercher un paquet qui contenait des centaines de pochettes avec les insignes de la monarchie. Federica Montseny dit qu'on en avait trouvé plusieurs milliers entre les mains des provocateurs du P.S.U.C. et d'Estat Catala, qui devaient être « semés » dans les locaux des organisations révolutionnaires.

« Les deux ministres communistes, se levant subitement, abandonnèrent la réunion, et la crise fut ouverte.

« Alors Largo Caballero déclara aux autres ministres, que, vivant dans une période de guerre difficile, il était nécessaire que tous ses prononcent clairement. Les républicains et les socialistes, se solidarisaient avec le Parti Communiste, se levèrent et quittèrent la réunion. »

LES LUTTES OUVRIÈRES

Les directions fédérales des Métaux et du Bâtiment ont été mandatées avec précision, chacune par un Comité National, pour apporter des modifications indispensables aux Conventions collectives. Il est bien certain que le patronat n'a pas l'intention d'accepter facilement ces modifications. Mais le patronat défend son profit capitaliste et les travailleurs, eux, défendent leurs intérêts d'exploités qui n'ont rien de commun avec ceux des patrons exploitateurs.

Le 10 avril 1937 le Comité National de la Fédération du Bâtiment et le 13 avril celui de la Fédération des Métaux adoptaient chacun une résolution contenant les principales améliorations pour lesquelles luttent les travailleurs "trotskystes". Que disent ces résolutions ?

L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.

« Le Comité National de la Fédération des Métaux décide de se servir du renouvellement des Conventions collectives pour y introduire cette légitime revendication. » (Extrait de la résolution du C. N.F. du 18 avril 1937.)

Pourquoi donc les dirigeants de la Fédération n'accomplissent pas le mandat qui leur a été fixé par un Comité National ? Ils n'ont pas le droit de le transgresser. Il est vrai qu'ils peuvent expliquer que la date du renouvellement des conventions est reportée au 1^{er} janvier 1938 et qu'à ce moment-là on verra aussi et perfectionnement pour cela leurs organisations de combat.

LE CONTROLE DE L'EMBAUCHAGE ET DU DEBAUCHAGE.

« Le Comité National de la Fédération des Métaux ouvrira pour qu'au moment du renouvellement des Conventions collectives soit admis le contrôle de l'embauchage et débouchage par les délégués ouvriers. » (Extrait de la résolution du C.N.F. du 18 avril 1937.)

Nous voilà à la fin mai — à peine à un mois et demi du Comité National — et déjà cette résolution est oubliée par la direction fédérale. Cette même direction qui invoque la discipline pour ne rien faire contre le

LA POLITIQUE SYNDICALE

Travailleurs, exigez l'application des décisions des Comités Nationaux

patronat « au moment du renouvellement des Conventions collectives. » C'est la pause, quoi ! Mais le patronat doit être satisfait d'échapper en ce moment aux revendications ouvrières.

Dans le Bâtiment, même situation. Le Comité National a adopté une résolution pour l'échelle mobile et pour

« la reconnaissance d'un salaire hebdomadaire de garantie, au cas où le nombre d'heures de travail, réellement effectuées dans des conditions normales, et sans dépasser l'horaire ordinaire, donnerait un gain inférieur aux trois quarts du salaire hebdomadaire calculé sur les heures de travail. Ce salaire de garantie devra être au moins égal aux trois quarts de la paye touchée pour 40 heures et bénéficier des mêmes droits pour les ouvriers que le salaire ordinaire. »

Et comme dans le Bâtiment la période de l'année a une grande importance pour l'issue d'une lutte contre le patronat et que, de plus, toutes ces revendications exigent de la cohésion et une action d'ensemble, le Comité National avait indiqué :

« Tenant compte de l'importance de l'objectif à atteindre et de la lutte à mener, il fait appel à la plus grande discipline de tous les

syndicats et régions fédérales, afin qu'ils se conforment à la tactique décidée, pour aboutir à ce que la Convention collective nationale puisse être imposée partout au même moment, même au moyen d'un mouvement général dans tout le pays à l'époque favorable. » (Extrait de la résolution du C.N.F., du 10 avril 1937.)

Aujourd'hui, la direction fédérale fait appel à la discipline pour le calme, pour la pause. Peut-être ne juge-t-elle pas l'époque favorable ? Pense-t-elle que dans le Bâtiment l'hiver sera favorable à la lutte à mener ?

Les patrons, eux, répondent oui à cette dernière question. Mais les gars du Bâtiment, eux, jugent l'époque favorable maintenant. Que la direction fédérale se renseigne auprès des gars de l'Exposition — (ce « miracle du travail » comme écrit Paul Vaillant-Couturier, dans l'Humanité du 25 mai, donnant le compte rendu de son voyage sur la Seine auprès du Président Lebrun et de toutes « les huiles »). Elle est renseignée, mais elle veut étouffer le mouvement. C'est la pause. Sauf pour les patrons.

Hier, 24 mai 1937, MM. Marrane, président du Conseil général et Vaillant-Couturier, président de la Commission parlementaire de l'Exposition étaient « en bateau » avec le cortège

officiel d'inauguration de l'Exposition. Aujourd'hui, 25 mai, Vaillant-Couturier, dans l'Humanité écrit à ce propos :

« Hier journée de miracle... Notre plus cher désir, à nous Communistes, qui avons donné tous nos efforts pour aider au succès de l'Exposition, c'est que, devant elle, les haines désarment. »

Et M. C.-J. Gignoux (Président de la Confédération Générale du Patronat) fait réponse à Paul V.-C. dans La Journée Industrielle du même jour (25 mai) :

« Nous sommes prêts à toutes les admirations, à toutes les grâces : nous éviterons tout geste imprudent au regard de l'intérêt national en cause, mais si l'expérience des chantiers nationaux (de l'Exposition) devait se poursuivre et constituer un précédent, elle nous trouverait toute vigilance debout. »

Ainsi, voilà résumée dans l'Humanité et La Journée Industrielle ce qu'est la pause : « vigilance debout », c'est-à-dire lock-outs, licenciements, brimades, etc., pour le patronat ; défensive passive de la classe ouvrière pour unir, unir, unir... abandon pour se faire, du mandat des Comités Nationaux, par les directions fédérales des métaux et du bâtiment.

A ce rythme les patrons gagnent du terrain, se renforcent, conquièrent de nouvelles positions de combat.

Mais les travailleurs « trotskystes », les véritables communistes, seront aussi renforcés par de nouvelles adhésions à leur Parti Ouvrier Internationaliste de la IV^e Internationale qui préconise le contrôle ouvrier sur la production, l'abolition du secret commercial, la milice ouvrière pour écarter les fascistes et assurer la protection des grèves, la réunion des délégués d'entreprise en Congrès où règne la démocratie prolétarienne et où s'expriment la volonté des travailleurs.

La pause, c'est pour nous aussi "toute vigilance debout", comme ont été mandatées les directions fédérales des métaux et du bâtiment qui abandonnent la lutte pour la fameuse "pause de l'Exposition".

Il faut secourir les ouvriers tunisiens, marocains, algériens affamés par l'impérialisme

La justice front populaire en Algérie vient une fois de plus de monter en réalité qu'elle sert l'abbé Lambert, maire d'Oran, poursuivi pour appel, dans « Oran-Matin » à la guerre civile, responsable des événements sanglants d'Oranie, vient d'être condamné à... 100 francs d'amende ! Au même moment, Ben Djeloul vient d'être condamné à deux mois de prison sans sursis pour avoir déclaré à l'administration d'Ain Mliha (Constantine) qui chassait les Arabes affamés du passage de la commission d'enquête : « Monsieur, vous êtes ici le plus mauvais Français ».

La propagande fasciste poursuit librement son cours. Elle risque si peu (100 francs d'amende) !

En Tunisie, les gros colons entrent en lutte contre l'organisation syndicale des ouvriers agricoles. Dans un récent discours au président, un nommé Planche, membre de la Chambre d'agriculture, déclarait ceci : « Lorsqu'on poursuit la constitution de syndicats agricoles prétendant nous obliger à engager, sous prétexte de contrats collectifs, des nomades du Centre et du Sud ; lorsqu'on envisage l'établissement de tarifs horaires ou journaliers à des taux que ne peuvent supporter des exploitations déficitaires — et que nous ne paierons d'ailleurs que quelques semaines au moment des semailles et des battages, remettant le reste de l'année nos ouvriers et leurs familles à la charge de la collectivité — nous devons vous mettre en garde, Monsieur le président général contre les conséquences de ces innovations éventuelles. »

Et en même temps, on se prépare dans les sphères gouvernementales à ligotter le mouvement des ouvriers agricoles tunisiens. Des salaires minima vont être déterminés. Mais dans quelles conditions ? Ils sont fixés par le secrétaire général du gouvernement tunisien sur l'avis des organismes professionnels et du contrôleur civil de la région. En cas de différend, à défaut de conciliation dans les quatre jours, le juge de paix ou le président du tribunal régional arbitre avec pleins pouvoirs ! Le respect des salaires fixés et de la procédure d'arbitrage est obligatoire sous peine de sanctions pénales. Il est urgent que les ouvriers exigent un contrôle sur la fixation des salaires minima.

Au Maroc, les ouvriers viennent d'arracher sept jours de vacances payées. Evidemment cela soulève des tempêtes chez les fascistes. Et l'on peut lire dans le « Petit Casablancais » : « Beaucoup de ceux-ci peu évolués seront embarrassés des loisirs qu'on va leur donner... Déjà la loi de 8 heures en a désemparé ». C'est évidemment d'une âme sensible. Cinquante millions viennent d'être accordés pour des grands travaux. Ils seront consacrés dans la presque totalité au renforcement militaire du Maroc qui se poursuit très activement. On utilise la misère des esclaves pour forger des chaînes nouvelles. Un journal marocain commentait ainsi les 50 millions : « La pluie des milliards commence. Elle rafraichira les estomacs que la faim brûlait. C'est déjà quelque chose. » Nous saurons sans doute que les colons avouent un solide estomac. Et le front populaire les soigne délicatement.

Il faut lire...

Pain de SOLDAT

par Henri Poulaille
Enfin un roman antimilitariste

Un fort volume
de 500 pages
grand format

GRASSET
éditeur

24 fr.

A l'union départementale de la R. P.

Le 14 mai, le secrétariat de l'U.D. convoquait les responsables des syndicats et des commissions de jeunes pour mettre sur pied l'organisation de la Jeunesse et la création de Clubs sportifs corporatifs.

Un tel ordre du jour pouvait laisser supposer que l'U.D. avait le souci de s'occuper des jeunes, de les éduquer, d'en faire des militants, de renouveler ses cadres. Point du tout. Toilet, secrétaire adjoint de l'U.D., dans son rapport, a centré toute la question de la jeunesse sur... l'organisation des loisirs. En raison du temps laissé libre aux jeunes travailleurs par la semaine de quarante heures, ceux-ci doivent faire du sport. Dans quel but ? Il ne l'indique pas.

Il serait très bien qu'une organisation comme la C.G.T. fasse pratiquer le sport aux jeunes ouvriers en vue d'en faire des hommes capables de se battre physiquement contre les bandes fascistes. Mais loin de là est la pensée de Toilet qui a foncé contre l'éducation sociale de la jeunesse.

En prenant quelques exemples du travail accompli par des syndicats sur la question sportive, il cite la jeunesse socialiste des coiffeurs. Celle-ci faisait de l'opposition à la politique suivie par le bureau confédéral et concluait qu'il faut condamner le travail d'éducation parce que trop dangereux (sic).

L'intervention d'un responsable du Syndicat des Cuisiniers, qui sans repousser le travail sportif, place l'éducation des jeunes syndiqués au premier plan, a provoqué une réponse catégorique et incandescente de Hénaff. Le deuxième grand secrétaire de l'U.D. déclare, en tapant le poing sur la table, que le secrétariat s'opposera par tous les moyens à la formation d'une jeunesse socialiste. Car, sous le prétexte de faire l'éducation, on permet à certains éléments de faire de l'opposition. Cependant il est obligé de constater le mécontentement des jeunes travailleurs et il serait trop facile de leur faire comprendre que la faute en vient à la C.G.T. qui n'est pas assez active et fait partie du Front Populaire ! Qu'est-ce que cela signifie ?

Pour le stalinien Hénaff, il faut avant tout détourner la jeunesse de son véritable intérêt de classe en lui donnant comme préoccupation principale le sport. Il sera ainsi plus facile de lui faire accepter la politique d'Union sacrée et la nécessité d'une nouvelle guerre, impérialiste sous le falotisme prétexte de la défense de la démocratie contre le fascisme.

Mais les jeunes travailleurs syndiqués ne se laissent pas intimider. Avec le Parti ouvrier internationaliste et les Jeunes socialistes révolutionnaires tous les jeunes travailleurs révolutionnaires se dresseront de plus en plus nombreux contre cette politique de trahison des intérêts ouvriers.

Un Jeune Syndiqué des P.T.T.

Sur la grève des coiffeurs Pour les 5-8 et l'augmentation de 20 pour cent

Avant de donner l'ordre de grève, dans la soirée du 12 mai, les dirigeants syndicaux, Magnin, Gony, etc., essayèrent une fois de plus, d'enrayer, de freiner, la colère des ouvriers coiffeurs, déjà dans une réunion précédente, cédant aux menaces patronales, ils s'étaient lamentablement « dégonflés ». Et ce n'est que sous l'impulsion ouvrière qu'ils se décidèrent à lancer l'ordre de grève.

La grève avait pour but, l'application de la semaine de 40 heures en 5x8, et le réajustement des salaires (20 %).

Dans la matinée du 13 mai, peu d'ouvriers désertèrent les salons de coiffure, craignant la répression patronale. A la réunion tenue le matin du 13 mai, les ouvriers étaient très enthousiastes. Quant aux leaders syndicaux, on voyait bien qu'ils étaient poussés au cul.

Dans l'après-midi, des équipes d'ouvriers grévistes allèrent débaucher les ouvriers dans les salons de coiffure, ce n'était évidemment pas du goût du patron, qui en quelques endroits RECURENT LES OUVRIERS AVEC UN REVOLVER. Dans plusieurs points de Paris, plusieurs de nos camarades furent arrêtés par la police de cet « excellent » M. Dormoy.

A noter que les coiffeurs chômeurs refusèrent les places qu'on leur offrait, car ils auraient joué le rôle de briseurs de grève.

Des délégués du Syndicat ouvrier se présentèrent chez les petits patrons, pour leur faire signer le cahier des Revendications, ce qui leur donnait le droit de travailler avec leurs ouvriers. Ces petits patrons avaient tout intérêt à signer car pour eux, la suppression de la matinée du dimanche ne pouvait que leur faire du bien, car depuis l'application des 40 heures, dans toutes les corporations, dans cette demi-journée du dimanche, ils faisaient quatre ou cinq clients.

Le Syndicat patronal faisait pression sur les petits patrons, pour les empêcher de signer, les menaçant même de briser leur boutique. Malgré cela 2.000 petits patrons signèrent le cahier de Revendications.

Les gros patrons se plaignent que les ouvriers coiffeurs ne font rien dans les « heures creuses » et par ce fait n'avaient pas besoin des 40 heures. C'est absolument faux. Les patrons trouvent toujours quelque chose à nous faire faire, brosser les serviettes, nettoyer les lavabos, sortir le petit chien de madame, etc., etc.

Certaines personnes bien pensantes racontent que les ouvriers coiffeurs gagnent de l'or en barres, et c'est tout juste s'ils ne roulent pas en Packard, et prennent l'apéro au Fouquet's. Voyez un peu comment sont payés les ouvriers et ouvrières.

Manœuvre, 120 fr. par semaine. Salonier, 240 fr. par semaine. Spécialiste, 330 fr. par semaine.

Pour montrer que la grève n'était pas dirigée contre la clientèle, les ouvriers montèrent des salons volant où l'on rasait et coupait les cheveux gratis.

Le mardi 18 mai une délégation mixte ouvrière et patronale fut reçue par Dormoy et le mercredi 19, dans une réunion orageuse, les dirigeants syndicaux annonçèrent la reprise du travail pour le lendemain, et « faisant confiance à l'arbitre du gouvernement ».

Voilà à quoi ont servi huit jours de grève, huit jours de lutte, à attendre la décision de l'arbitre.

Vivent les 5x8 !
Pour le réajustement des salaires !
Pour l'application du contrat collectif !

Aux faïenceries de Digoin

800 ouvriers environ. Un syndicat des techniciens, agents de maîtrise et employés est nouvellement formé. Quinze jours après sa formation le secrétaire est licencié, aussitôt le mardi 18 mai les « collaborateurs » occupent.

La Direction répond en licenciant tous les cégétistes participant au mouvement, fait prononcer un jugement de référé pour faire évacuer et tente le lundi 24 mai d'embaucher des jeunes, les ouvriers s'y opposent et occupent l'après-midi, le mardi 25 au matin le travail reprend la Direction ayant reculé et le Préfet attend des ordres pour faire exécuter le jugement envers les collaborateurs.

Gageons que Dormoy continuera la politique de Clichy.

Note de la rédaction

Samedi 8 mai s'est tenue un congrès des délégués des techniciens de la Métallurgie de la Région Parisienne. Nous donnerons la semaine prochaine un bref compte rendu de cette importante réunion.

Nous recevons en dernière heure des informations sur le lock out des métallos de Marseille, le conflit Gillet à Lyon, la grève des inscrits maritimes. Bravo aux ouvriers qui appuient sur...

L'occupation des magasins « La Soie »

Depuis le 20 avril, c'est-à-dire depuis plus d'un mois, 150 employés, dont 130 femmes, luttent par la grève sur le tas pour la défense de leurs droits syndicaux. Avant les grèves de juin 1936 « La Soie » était une de ces boîtes où on exploitait de la façon la plus éhontée les employés, payés avec des salaires dérisoires. Vient la vague des grèves de juin. Le personnel occupe les magasins et monte une section syndicale sérieuse. Grâce à cette lutte il impose aux patrons une augmentation des salaires de 40 pour cent, le conseil de discipline, trois semaines de vacances, maladie payée, indemnité de licenciement, semaine de 40 heures en cinq jours, etc..

Il est tout à fait compréhensible que ce n'était pas au goût des patrons. Aussi dès que Léon Blum commença de parler de « pause » la direction de « La Soie » rompt le contrat collectif et renvoie dix employés pour « suppression d'emploi ». Les révoqués avaient tous 10 à 15 ans de maison. Comme par hasard parmi les licenciés se trouvent le secrétaire, le secrétaire adjoint, le trésorier de la section syndicale et deux délégués du personnel. La section syndicale était ainsi décapitée. Mais le personnel ne l'entendait pas ainsi et se mit immédiatement en grève. Il demande l'arbitrage, la direction ayant rompu le contrat collectif qui prévoyait que les suppressions d'emploi seraient faites en accord avec les délégués du personnel. D'ailleurs avant de renvoyer ces dix employés la direction venait d'embaucher dix employés nouveaux.

Des arbitres sont désignés, mais les patrons refusent l'arbitrage et demandent l'évacuation par la force.

Le gouvernement, au lieu d'imposer aux patrons la sentence arbitrale et de les rappeler à l'ordre, a déclaré la grève illégale et a même menacé d'effectuer l'évacuation demandée. Le représentant de la C.G.T. à la Commission de conciliation a publiquement désavoué les grévistes et le secrétaire syndical les a traités par écrit de criminels. Pensez donc, ils osent troubler la « pause » et ont le toupet de résister à l'attaque patronale juste quand le gouvernement Blum a besoin de l'appui des banques. Le 10 mai le conseil des Prud'hommes au service des patrons vient de condamner les grévistes « pour brusque rupture de contrat de travail » aux dommages et intérêts demandés par la direction. Mais les employés de « La Soie » ne se découragent pas et continuent leur lutte, décidés à résister jusqu'à l'obtention de la victoire.

Personne n'ose se solidariser avec l'action des occupants. La 10^e cellule P.O.L.-J.S.R. dès qu'elle a appris le déclenchement de la grève, s'est solidairement avec les grévistes et a commencé de faire des souscriptions en leur faveur. Nous engageons les travailleurs et les petits commerçants des 2^e et 10^e arrondissements de soutenir activement les vaillants grévistes des magasins « La Soie », rue St-Denis, jusqu'à la victoire complète.

Les travaux de la commission d'enquête sur le procès de Moscou

Les nouvelles d'arrestations ou d'exécutions en U.R.S.S. de soi-disant « trotskystes » se succèdent, la dernière étant celle de la découverte d'un « important centre trotskyste » en Transcaucasie. On sait quel but poursuit par cette action les dirigeants stalinien : d'une part se débarrasser en Russie même de tous les éléments suspects de notre pas acquis cent pour cent à l'œuvre de congélation d'un « géant conducteur de peuples » ; d'autre part discréditer dans le monde le mouvement qui a repris la tradition léniniste abandonnée par l'Internationale Communiste, discréditer le mouvement grandissant pour la IV^e Internationale. En même temps, les dirigeants russes préparent l'atmosphère du prochain procès à grand spectacle, où l'on « jugera » à côté des anciens dirigeants de l'opposition de droite, des hommes comme Christian Rakowski.

Devant ce développement de la terreur stalinienne, les travaux de la « Commission d'investigation » formée sur l'invitation du « Comité américain d'enquête sur les procès de Moscou » afin d'entendre les témoins habitant en Europe et ne pouvant se déplacer pour le « contre-procès » qui doit avoir lieu à New-York, ces travaux prennent une importance que ne peut échapper à aucun militant révolutionnaire.

Cette « Commission d'investigation », comprend, comme on sait, M^{me} Délepine, président des Avocats Socialistes, M^{me} Modigliani, représentant du Parti Socialiste italien à l'Exécutif de la II^e Internationale, l'écrivain catholique bien connu Jacques Madala, Mme César Chabrun, du Comité d'aide aux emprisonnés politiques et Mathé, ancien secrétaire du syndicat des P.T.T.

Jusqu'à présent, les séances de la Commission ont été consacrées à l'audition du fils de Trotsky, Léon Sedoff, que les « juges » stalinien ont représenté comme le principal agent de liaison de Trotsky avec les « centres terroristes » de Moscou.

Ne voulant négliger aucun détail, si infime fut-il, la Commission reprend point par point toutes les phases des procès de Moscou où le nom de Sedoff a été prononcé. Elle a no-

tamment entendu le récit des rencontres de Sedoff à Berlin avec Smirnov et avec Goltzmann. Les détails donnés par Sedoff ne peuvent laisser aucun doute à l'esprit le plus prévenu sur les circonstances réelles de ces rencontres.

Avant sa déposition, Sedoff a déclaré à la Commission que ce n'est pas pour se défendre qu'il est venu devant elle, mais pour ACCUSER. Avant refuté la thèse stalinienne quant aux rencontres avec Smirnov et Goltzmann, il montra comment, sentant la fragilité de cette thèse, le ministère public de Moscou chercha à corser les choses en inventant le soldat voyage de Sedoff et de Goltzmann par Sedoff à la Commission d'investigation établissant définitivement le caractère absolument mensonger de cette thèse. En effet, d'une part le passeport de Sedoff ne contient aucune trace de sortie d'Allemagne de l'intéressé à l'époque où Trotsky se trouvait à Copenhague, pas plus que de visa danois. La possibilité d'un voyage légal est ainsi entièrement exclue. D'autre part, le voyage illégal l'est également, ainsi que le démontrent les cahiers d'étudiant de Sedoff à l'Ecole Technique Supérieure de Berlin, cahiers portant des timbres de présence de l'intéressé aux cours à l'époque indiquée ; ces preuves irréfutables sont complétées par un certificat de passage d'examen pendant la même période. Enfin, Sedoff cita également sa correspondance avec Trotsky à la même époque et le télégramme de sa mère à Herriot dans le but d'obtenir un visa pour que Sedoff, n'ayant pu se rendre à Copenhague puisse rencontrer Trotsky pendant son passage à travers la France, rencontre qui ne put avoir lieu à Copenhague. Ces derniers documents sont sans doute connus à la plupart de nos lecteurs par le « Livre Rouge ».

Désormais, trop de points des accusations stalinien ont été définitivement démontés mensongers pour que n'importe quel homme de bonne foi puisse conserver le moindre doute sur le sens véritable des procès de Moscou.

La Commission poursuit ses travaux.

L'Unité Révolutionnaire par la Quatrième Internationale!

"L'Unité organique"

Que signifie l'opération socialo-staliniste?

Nous avons examiné dans un précédent article les caractères essentiels du mouvement qui conduit à l'unité organique entre le P. S. et le P. C. et qui la conditionne.

L'examen des chartes proposées nous permettra d'apprécier tout le recul du mouvement révolutionnaire que l'unité organique a pour objet de prolonger.

Auparavant, précisons une fois encore notre attitude vis-à-vis de cet important problème.

Les trotskystes sont assez fréquemment taxés de sectarisme. Des militants, tels les camarades de « Qua Faire », expliquent la nécessité de l'entrée dans le « Parti unique », par la nécessité de s'intégrer aux masses et à leur mouvement « réel ». Là, disent-ils, où se réunissent les ouvriers, dans de grandes organisations et quel que soit l'état de leur mouvement, doivent être présents les militants révolutionnaires.

Nécessité de ne pas s'inspirer mécaniquement de textes rabâchés comme un catéchisme, sans tenir compte des circonstances qui président à leur rédaction.

Ce sont là des considérations de principe excellentes, mais qui, sous prétexte de réalisme, ne tiennent aucun compte des réalités présentes. Lorsque les camarades de « Qua Faire », par la bouche d'André Ferrat, tentent d'expliquer théoriquement leur attitude, préconisent aux révolutionnaires de se borner à un travail de fraction dans les grands partis, ils invoquent en général l'autorité de Karl Marx qui écrit dans le « Manifeste communiste » rédigé en janvier 1848 : « Les communistes ne forment pas un parti distinct... Pratiquement les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers, etc. »

Nous ne sommes plus en 1848, époque du capitalisme de libre concurrence en plein développement, donnant naissance ultérieurement à l'impérialisme qui préside à la naissance, à l'activité et à l'effondrement de la II^e Internationale. Epoque marquée par un formidable développement des forces productives, éminemment progressif.

La guerre impérialiste de 1914, la révolution russe de 1917, le triomphe du bolchevisme, Lénine, Trotsky, la III^e Internationale. Tout l'ébranlement mondial de l'après-guerre, tous ces événements d'une ampleur sans précédent sont éliminés des préoccupations principales d'André Ferrat.

Nous sommes en 1937 et non en 1848; dans une société capitaliste entraînée dans une crise fondamentale, incapable de surmonter ses contradictions internes, en pleine régression; devant les menaces de guerre de plus en plus précises, en présence d'un mouvement ouvrier en recul sur le plan mondial.

Les répercussions d'un tel état de choses, au sein même du mouvement, s'opposent précisément à ce que les bureaucraties du P. S. et du P. C. puissent tolérer la présence et plus encore l'activité d'une fraction révolutionnaire au sein de

leur parti ainsi que dans l'unité organique.

L'attitude prise à cet égard par les bureaucraties socialistes, vis-à-vis des trotskystes et plus récemment de la gauche révolutionnaire est concluante.

Toute tentative d'expression d'une fraction révolutionnaire ou de la moindre opposition quelque peu ordonnée sera suivie d'une expulsion immédiate, c'est là une des conditions mêmes de l'unité organique.

L'entrée dans le parti unique suppose donc la capitulation politique la plus complète.

Nous ne sommes nullement hostiles, en principe, à la co-existence de fractions réformistes et révolutionnaires au sein d'un même parti, si nous ne la posons pas, c'est qu'elle ne se pose pas pratiquement.

Quant à la nécessité du travail de fraction, personne ne la conteste, mais là encore l'activité d'une fraction coordonnée suppose un programme commun qui est celui d'un parti.

La tentative de « justification théorique », empruntée à la première partie du 19^e siècle, ne dissimule en fait, sous le prétexte d'intégration au mouvement réel, qu'une adaptation pure et simple à ce mouvement, sur la base d'une liquidation des principes et de la capitulation politique la plus complète. C'est là encore une expression, parmi beaucoup d'autres, de la dégénérescence idéologique présente du mouvement ouvrier.

Un démenti du Groupe bolchévick italien

Dans le dernier numéro du journal *L'Avanti!* organe du Parti Socialiste (maximaliste) italien, nous lisons un article signé Alexandre Consani, avec un post-scriptum dans lequel cet individu demande à un certain Leo W., s'il a répondu à la convocation des trotskystes pour rendre compte de son activité.

Nous ne savons pas quelle louche manœuvre le dit Consani-entend amorcer ni au service de qui semblable manœuvre est combinée. Toujours est-il que Consani et ceux qui sont derrière lui ont l'air de dire aux staliens : Laissez-nous tranquilles et nous vous rendrons service.

Nous ne nous laisserons pas entraîner par cette véritable provocation qui voudrait nous obliger à démentir ou à affirmer le fait inconnu pour mieux permettre à la bureaucratie staliniste et à la police à découvrir et à briser nos liaisons avec les militants communistes. Mais nous dénonçons les procédés de Consani et des misérables aventuriers qui se cachent derrière ses épaules, comme des individus dépourvus de tout scrupule desquels tout militant révolutionnaire honnête doit se garder avec la plus grande méfiance et s'efforcer pour les rejeter avec infamie des rangs ouvriers.

LE COMITE.

Le devoir le plus immédiat et le plus impérieux:

Souscrire! Souscrire! Souscrire!

Il est indispensable que tous nos amis connaissent les difficultés considérables devant lesquelles se trouve l'Administration de LA LUTTE.

Nous avons jusqu'ici tenu contre vents et marées et depuis une année nous avons réussi à faire paraître LA LUTTE chaque semaine.

Malgré des efforts très grands de tous les militants qui suivent l'action de notre journal, nous devons avouer que notre situation malgré tout reste bien précaire et que nous sommes sans cesse à la merci du sort.

Qu'un accident matériel arrive, qu'une semaine nous recevions moins d'argent de nos camarades, que nous soyons à nouveau saisis et inculpés et LA LUTTE sera menacée de ne pas paraître.

C'est la raison pour laquelle, dans sa dernière réunion LE COMITE CENTRAL DU PARTI a étudié d'une façon précise les moyens de sortir de cette situation délicate et a envisagé un certain nombre de dispositions qui seront communiquées dès la semaine prochaine.

Toutefois, dès maintenant, nous pouvons dire que LE COMITE CENTRAL DU PARTI a décidé de demander à chaque camarade de l'organisation de verser à la souscription de LA LUTTE une journée de salaire. Dès le début du mois de juin, un pointage sera effectué dans chaque cellule à ce sujet.

et faire en sorte de nous aider par tous les moyens.

IL FAUT SOUTENIR « LA LUTTE »!

NE LAISSEZ PAS « LA LUTTE » A LA MERCI DE LA BOURGEOISIE IMPERIALISTE QUI S'ACHARNE SUR ELLE!

LA LUTTE va avoir de grands combats à livrer dans la période qui vient, donnez-lui des armes! Soutenez le Parti de la Révolution!

Souscrivez! Souscrivez! Souscrivez!

★ ★

Pour les 10.000 francs

Total des numéros précédents	8.981.
Bréhat	100.
Méry	100.
Un sympathisant de l'Aube	100.
Vierny	100.
Un soldat du 22 ^e (2 ^e versement)	2.
Phalange de Sceaux	20.80
Phalange du 19 ^e	21.
Phalange du 15 ^e	55.
Phalange Batignolles (17 ^e)	5.
Phalange Epinettes (17 ^e)	10.
Phalange 11 ^e Cellule	31.
Total général	9.455.80

PUBLICATIONS POPULAIRES

SERVICE DES LIVRES DU P. O. I.

Victor-Serge. Destin d'une révolution	18
Ouvrages de L. Trotsky	
La révolution trahie	18
L'Internationale Communiste après Lénine	20
Où va la France?	7
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov	3
L. Sedov. Livre rouge sur le procès de Moscou	4
F. Adler. Un procès en sorcellerie	3
Lénine. L'Etat et la Révolution	4
Lénine. K. Marx et sa doctrine	2
Thèses, manifestes et Résolutions des quatre premiers congrès de l'I. C.	20
A. Rosmer. Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre	36
A. Gide. Retour de l'U.R.S.S.	6
C. Naville. A. Gide et le communisme	5
Compte chèques postal. Naville 1333-80. — Paris.	
La Révolution défigurée	15
La nouvelle Constitution de l'U. R. S. S.	1

Le Gérant : AIACHE

IMPRIMERIE CERBONNET,
27, rue de la Folie-Reanoval, PARIS-XI^e
Tél. : Roquette 52-93.

Cours et Bibliothèque

Les cours, faits sous forme élémentaire ont pour objet de doter chaque camarade d'un ensemble de connaissances indispensables à un militant révolutionnaire. Dans le but de guider son activité et le rendre à même de comprendre les événements, de les interpréter.

Il est néanmoins évident, que les camarades qui vont au cours ne doivent pas se borner à écouter et à prendre quelques notes.

Il faut absolument qu'ils organisent leur travail et procèdent chez eux à une étude systématique en utilisant la bibliographie indiquée à l'issue de chaque cours.

Commencer par la Petite Bibliothèque Lénine.

Prévoir des jours fixes de travail, en séries les chapitres, puis procéder à un développement de cette étude, en abordant des ouvrages plus importants et plus complets. Utiliser à cet effet, le Programme du Cours.

Prendre conseil auprès des camarades chargés de la Bibliothèque. Soit pour le prêt des livres, soit pour les conditions de leur achat éventuel.

La Bibliothèque est ouverte tous les samedis, de 18 h. à 20 h. Tous les renseignements que les camarades désireront, soit pour explications complémentaires, soit pour les guider dans leur travail, leur seront fournis, verbalement ou par écrit s'il était nécessaire, dans une réunion consacrée à cet usage. Dès maintenant, sachons faire un usage plus ample de la Bibliothèque et y puiser les matériaux indispensables à tout militant.

Mantes

VENDREDI 28 MAI à lieu, à 20 h.30 salle Briand, place de l'Hôtel de Ville, à Mantes-Gassicourt, le premier cours du Cercle d'Etudes Marxistes. Le camarade AUGER y traitera de l'avènement au pouvoir de la bourgeoisie, du capitalisme et de la lutte des classes.

Nous rappelons que le Cercle d'Etudes Marxistes est organisé sur l'initiative des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires, par des camarades des diverses organisations de Jeunesse. Il est ouvert à tous les jeunes travailleurs et aux camarades des organisations ouvrières. Il y est fait appel à la discussion fraternelle.

Le deuxième cours a lieu VENDREDI 4 JUIN, même lieu, même heure, sur le sujet :

Le mouvement ouvrier jusqu'en 1848
Invitation cordiale à tous.
Le Cercle d'Etudes marxistes.

Petite correspondance

ANTOINE. — Vannes. — Reçu ta lettre. Très bien pour le travail. Nous te répondrons directement.

CHARLES. — Rendez-vous impossible pour date fixée. Téléphone.

Note de la rédaction

L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro des articles sur la position des anarchistes sur les événements de Barcelone, sur la situation en Angleterre, etc., une lettre du camarade Barré sur la pause, une réponse à l'article du Libérateur sur le Front Révolutionnaire, un article du camarade Taillantou sur la situation dans le Bâtiment.

Note pour le Mur

Les dernières instructions d'organisation seront données dans le prochain numéro, mais dès maintenant le rendez-vous est fixé. Porte Centrale, face rue de la Roquette, le 6 juin, à 15 heures.

Les autres groupements révolutionnaires sont invités à participer. Certains groupes anarchistes locaux qui voudraient prendre place dans le cortège, avec leur drapeau et leur pancarte, auront une place réservée.

Les groupes du P.O.I. et des J.S.R. doivent faire le maximum pour mobiliser tous leurs membres un par un ainsi que les sympathisants. Telle est la tâche centrale de la semaine dans chaque cellule.

Mise en garde

Bien entendu le citoyen Molinier devait se signaler par une manœuvre de confusion et de division. Lui qui n'a rien de commun avec les « trotskystes » et la IV^e Internationale, dont il a été exclu pour indignité par la Conférence Internationale unanime, et qui pour cette raison a cru utile de faire « son parti » (le P.C.I.), appelle à manifester le 29 juin, et se réclame de la IV^e Internationale.

Les ouvriers révolutionnaires sont avertis afin de ne pas se laisser détourner par cette manœuvre de division et de confusion.

Le fait de la semaine

Suite de la page 1

C'est précisément pourquoi « L'Humanité » et le Parti communiste se sont fixés pour tâches à l'occasion de la récente manifestation fasciste de Saint-Denis, d'empêcher les ouvriers communistes et les révolutionnaires d'infliger à Doriot et à ses sbires une correction exemplaire.

Mais la trêve de l'Exposition n'est là que comme le symbole d'une politique : celle du front populaire!

Depuis des mois, le front populaire dont le parti communiste se flatte d'être l'initiateur, freine, sabote, réprime la lutte des ouvriers contre les capitalistes et les fascistes. En accumulant les désillusions et les faillites inévitables dans le cadre du capitalisme pourrissant où il se complait pour mieux obéir au radical, il fait par là même le lit des aventuriers fascistes Doriot et Cie.

Le seul moyen de débarrasser le peuple travailleur de Doriot, La Rocque et de leur bande, c'est l'action de classe. La milice ouvrière pour balayer impitoyablement leurs manifestations et leurs parades. La mobilisation hardie des masses dans les comités d'ouvriers, paysans, soldats pour les dresser contre la bourgeoisie y compris les chefs radicaux et préparer ainsi la révolution socialiste qui en finira avec le capitalisme fauteur de guerre et de fascisme.

MARDI 1^{er} JUIN

à 21 heures

48, rue des Archives

ASSEMBLÉE D'INFORMATION

des J.S.R. de la R.P.

Ordre du Jour.

— Le Congrès National des J.S.R. des 3 et 4 Juillet.

— Le Front Révolutionnaire des Jeunes.

Rapporteur : HIC.

Présence indispensable de tous les J.S.R.

Les Héros de la Commune de Paris et la Révolution Espagnole

Nation Française; c'est que les armes de force ouvrière sont les seules garanties des libertés acquises par la classe ouvrière, même des libertés démocratiques bourgeoises, et c'est là une vérité qu'il faut dire à la classe ouvrière.

L'exemple de la Commune réduit aussi à néant les arguments perfides : les ouvriers de la CNT-FAI et du POUM ont brisé l'unité; ils ont semé la division dans les rangs des combattants de la Liberté; les Communistes qui étaient patriotes, ont eux tourné leurs armes contre les bourgeois républicains alors que l'armée de Bismarck était aux portes de Paris. Et chacun sait aussi que ce n'est pas aux Communistes mais à la République que l'Empire Allemand a apporté son aide. C'est d'ailleurs ce qui fait la bourgeoisie française devant Barcelone et que les fascistes eux-mêmes n'essent pas manqué de faire.

Telles sont les leçons les plus immédiates de la Commune de Paris et de la Commune de Barcelone. Il ne peut entrer dans le cadre de cet article de tirer des deux expériences tous les enseignements. Nous nous bornerons donc aujourd'hui à deux questions essentielles : la question du pouvoir, la question de la tactique fondamentale dans une situation donnée qui offre des analogies dans le cadre de période très différente.

Critiquant l'idéologie démocratique bourgeoise Engels écrit à l'adresse des démocrates une phrase que nos ca-

marades anarchistes peuvent méditer avec fruit: "Le philistin démocrate entre dans un terreur sacrée au mot de dictature du prolétariat. Allons bon; voulez-vous savoir, messieurs, de quoi cette dictature a l'air? Regardez la Commune de Paris! C'était la dictature du prolétariat!"

Il est juste que les camarades anarchistes ne manquent pas de dire qu'ils sont pour les communes, mais contre la dictature du prolétariat et que nous sommes pour la dictature du prolétariat, mais contre les communes. Ce qui est juste; car la leçon historique de la Commune pour les marxistes doit être cherchée dans ses premiers jours, au moment où c'est la classe ouvrière qui fait surgir de son sein son pouvoir; dans les semaines qui suivirent au contraire, les idéologues petits bourgeois s'entraînent dans une voie plus démocratique, celle de la commune, et le résultat en fut la désorganisation militaire et le désarroi dans les rangs du prolétariat.

Au lendemain du 18 mars c'est le Comité Central de la Garde Nationale qui possède le pouvoir réel entre ses mains. Il est l'émancipation directe de

la classe ouvrière à laquelle se sont joints de nombreux artisans, boutiquiers. Les membres du Comité Central sont dirigés par un bataillon de leurs quartiers, presque chaque jour le Comité Central rend compte de son activité aux travailleurs; ses membres peuvent être constamment révoqués. Certes, cet organisme militaire était insuffisant; il eut fallu l'élargir par des comités d'ouvriers travaillant encore pour la guerre ou les besoins immédiats, aux ménagères auxquelles se posait avec insistance le problème des subsistances.

Au lieu de cela les petits bourgeois qui formaient la majorité du Comité Central, tout effrayés de voir le pouvoir tomber entre leurs mains s'empressèrent de le remettre aux mains d'institutions qui avaient fait leur preuve, les communes d'arrondissement parisiennes, et la Commune de Paris. Pour cela il y avait un bon moyen: le suffrage universel. En réalité on réduisit à néant le rôle du prolétariat le plus avancé, qui se trouvait au moins désemparé et occupé à un nombre important de sièges. La

logique de la lutte armée ne permettait pourtant guère de mener une action consécutive de conciliation. Aussi les radicaux comme Clémenceau et par dessus tout la Franc-Maçonnerie continuèrent-ils leur œuvre en dehors de la Commune, mais sous l'œil bienveillant de ses membres.

Mais la Commune était embarrassée d'un pouvoir dont elle ne savait que faire et dont elle ne fit rien. Quel qu'il ait pu être l'héroïsme déployé par nombre de ses membres, elle ne fit, en définitive, qu'accélérer la défaite militaire.

Or, c'est le même phénomène que nous constatons en Catalogne depuis le 19 juillet. Les anarchistes embarrassés du pouvoir prolétarien des Comités créés par la classe ouvrière et qui réglaient déjà toute la vie du pays, n'ont eu de cesse qu'ils n'aient partagé ce pouvoir avec les bourgeois qui ne manquaient pas de renétrer la figure la plus gauche et d'expliquer comme les Francs-Maçons de 71 qu'ils étaient pour la république sociale, l'ordre et le progrès. Mais la bourgeoisie et ses alliés stalinistes n'ont eu de cesse, qu'ils aient détruit le pouvoir prolétarien. Et les anarchistes les ont aidés à intégrer les premiers organismes du pouvoir prolétarien (Comité Central des Milices Antifascistes) dans les cadres du gouvernement de la Généralité.

La leçon qui en découle est aujourd'hui la leçon urgente: la classe ouvrière et le parti révolutionnaire ne

peuvent avoir de cesse tant que le pouvoir bourgeois n'est pas complètement éliminé et tant qu'il n'existe pas les organismes de la dictature du prolétariat: la démocratie la plus large au sein des organismes de la classe ouvrière n'exclue pas, mais au contraire, implique d'ôter la moindre parcelle de pouvoir aux bourgeois, même libéraux.

Dans les journées que vient de vivre Barcelone, c'était là le problème central. Au lendemain de la Commune Marx écrivait que le problème central qui se posait à la classe ouvrière n'était pas celui de l'insurrection, mais celui de l'organisation. En son temps, cela signifiait l'organisation syndicale, la lutte pour les formes d'organisations qui seront celles des grandes années de la II^e. Aujourd'hui en Espagne le même problème est posé à une échelle supérieure: celui des Soviets et celui du parti.

Bien sûr, la classe ouvrière se trouvait provoquée dans l'un et dans l'autre cas; cette provocation appelait une riposte de la classe ouvrière; mais au travers de cette riposte, le rôle du parti révolutionnaire était de mettre en avant le mot d'ordre des comités, de les édifier, de les coordonner, de les réunir en congrès, de faire passer, étape par étape, tout le pouvoir entre ses mains. Cela ne peut le faire qu'un parti révolutionnaire marxiste, le parti de la IV^e Internationale en Espagne.

C'est ce que n'ont pas compris les anarchistes. C'est ce que n'a pas compris non plus la direction du POUM. Ce sont pourtant les leçons essentielles qu'il faut tirer de l'expérience de la Commune. Tirer ces enseignements ce n'est pas faire preuve de sectarisme, c'est rendre l'hommage qui convient à l'héroïque courage des Communistes.